

FONDATION D'ENTREPRISE MICHELIN

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

23, place des Carnes-Déchaux

63000 CLERMONT-FERRAND

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDATION D'ENTREPRISE MICHELIN

Fondation d'entreprise, régie par la loi 87-571 du 23 juillet 1987

23, place des Carnes-Déchaux

63000 CLERMONT-FERRAND

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration de la Fondation d'Entreprise MICHELIN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Entreprise MICHELIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation d'entreprise à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes « Information au titre des principes et méthodes comptables » et « Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan - Engagements donnés » de l'annexe des comptes annuels qui mentionnent la méthode de comptabilisation des engagements résultant des conventions pluriannuelles et le traitement comptable dérogatoire associé.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation d'entreprise ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation d'entreprise.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ii prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ii apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ii apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation d'entreprise à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 mai 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Jean-Claude MARTY

COMPTES ANNUELS

- BILAN ACTIF -

D'ENTREPRISE MICHELIN

du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | N | | | N-1 |
|--|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort. et Prov. | Net | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles (1) | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | 1 000 | 1 000 | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 91 000 | | 91 000 | 91 000 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | |
| Participations et créances rattachées | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 92 000 | 1 000 | 91 000 | 91 000 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks | | | | |
| Matières premières et approvisionnements | | | | |
| En cours de production de biens | | | | |
| En cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances (3) | | | | |
| Clients et comptes rattachés | | | | |
| Créances reçues par leg ou donations | | | | |
| Autres créances | | | | 12 504 |
| Trésorerie | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | |
| Disponibilités | 2 059 385 | | 2 059 385 | 2 725 735 |
| Comptes de régularisation | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| Frais d'émissions d'emprunt à étaler | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 2 059 385 | | 2 059 385 | 2 738 239 |
| TOTAL ACTIF | 2 151 385 | 1 000 | 2 150 385 | 2 829 239 |
| Renvois: | | | | |
| (1) Dont droit au bail : | | | | |
| (2) Dont part à moins d'un an : | | | | |
| (3) Dont part à plus d'un an : | | | | |

- BILAN PASSIF -

D'ENTREPRISE MICHELIN

du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | N | N-1 |
|--|------------------|------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Première situation nette établie | | |
| Fonds statutaires | | |
| Dotations non consommables | | |
| Autres fonds propres sans droit de reprise | | |
| Total Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds statutaires avec droit de reprise | | |
| Autres fonds propres avec droit de reprise | | |
| Total Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserve légale | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves réglementées | | |
| Autres réserves | | |
| Report à nouveau | 1 604 355 | 2 202 405 |
| Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits) | -182 587 | -598 050 |
| Situation Nette (sous-total) | 1 421 768 | 1 604 355 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Droit des propriétaires (commodat) | | |
| TOTAL FONDS PROPRES | 1 421 768 | 1 604 355 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | | |
| Provisions pour charges | | |
| TOTAL PROVISIONS | | |
| DETTES (1) | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| Emprunts et dettes financières divers (3) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 259 276 | 140 272 |
| Dettes fiscales et sociales | 25 340 | 3 417 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 444 000 | 1 081 195 |
| Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL DETTES | 728 616 | 1 224 884 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL PASSIF GENERAL | 2 150 385 | 2 829 239 |

- BILAN PASSIF -

D'ENTREPRISE MICHELIN

du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | N | N-1 |
|---|------------|--------------|
| Renvois : | | |
| (1) Dettes : | | |
| à Plus d'un an | | |
| à moins d'un an | 728 616,00 | 1 224 884,00 |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque : | | |
| (3) Dont emprunts participatifs : | | |

- COMPTE DE RESULTAT -

D'ENTREPRISE MICHELIN

du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | N | N-1 |
|--|-------------------|-------------------|
| Produits d'exploitation | | |
| Cotisations | | |
| Ventes de biens | | |
| Ventes de prestations services | | |
| Dont parrainages | | |
| Subventions d'exploitation | | |
| Vts des fondateurs ou conso. de la dot, consommable | 11 700 000 | 12 500 000 |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dont les dons manuels | | |
| Dont Mécénats | | |
| Dont Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | |
| Utilisations des fonds dédiés | | |
| Autres produits | | 341 |
| Total des produits d'exploitation I (1) | 11 700 000 | 12 500 341 |
| Charges d'exploitation | | |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | |
| Variation de stock (marchandises) | | |
| Autres achats et charges externes (3) | 1 100 574 | 795 678 |
| Aides financières | 10 835 918 | 12 185 377 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 323 | 9 239 |
| Salaires et traitements | | 64 686 |
| Charges sociales | | 25 737 |
| Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amortissements | | |
| Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provisions | | |
| Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux provisions | | |
| Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux provisions | | |
| Autres charges | 19 078 | 28 495 |
| Total des charges d'exploitations II (2) | 11 955 892 | 13 109 213 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | -255 892 | -608 872 |
| Produits Financiers | | |
| Produits financiers de participations (5) | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | |
| Autres intérêts et produits assimilés (5) | 105 585 | 14 239 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des produits financiers (V) | 105 585 | 14 239 |

- COMPTE DE RESULTAT -

D'ENTREPRISE MICHELIN

du 01/01/2023 au 31/12/2023

| | N | N-1 |
|---|-------------------|-------------------|
| Charges Financières | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées (6) | | |
| Différences négatives de change | 1 500 | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total des charges financières (VI) | 1 500 | |
| RESULTAT FINANCIER (V) - (VI) | 104 085 | 14 239 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | -151 808 | -594 633 |
| Produits Exceptionnels | | |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Total des produits Exceptionnels (VI) | | |
| Charges Exceptionnelles | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 5 439 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| Total des charges exceptionnelles (VII) | 5 439 | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII) | -5 439 | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | 25 340 | 3 417 |
| TOTAL DES PRODUITS | 11 805 585 | 12 514 580 |
| TOTAL DES CHARGES | 11 988 172 | 13 112 630 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -182 587 | -598 050 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | 42 500 | 42 500 |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | 42 500 | 42 500 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mise à disposition gratuite | 42 500 | 42 500 |
| Prestations en nature | | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | 42 500 | 42 500 |

ANNEXE COMPTABLE

D'ENTREPRISE MICHELIN

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 2 150 385€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte nette comptable de -182 587€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

En 2023, les engagements résultant de conventions pluriannuelles ont été maintenus en engagement hors bilan; le changement de méthode s'effectuera en 2024 dans les comptes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

La Fondation d'Entreprise MICHELIN, s'inscrivant sous le signe de "L'Homme en Mouvement", a pour ambition de promouvoir, soutenir ou financer des projets à long terme, dans tous les pays où Michelin est implanté.

En ligne avec les engagements et les valeurs du Groupe, elle intervient dans cinq domaines:

- Mobilité durable
- Sport et Santé
- Education et Solidarité
- Protection de l'environnement
- Culture et Patrimoine

visant à favoriser le développement personnel, le renforcement du tissu social, le partage de l'expérience, l'échange et la solidarité, l'aide aux personnes en situation de détresse; et plus généralement toutes opérations par tous moyens pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social de la Fondation ou à toute activité similaire concourant au même but.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs

produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les œuvres d'art ne sont pas amortissables. Chaque année, une expertise est faite afin de s'assurer qu'il n'y a pas de perte de valeur.

Dans l'affirmative, une provision est constatée.

État de l'actif Immobilisé :

| Immobilisations Incorporelles et Corporelles | Valeur brute Début D'exercice | Augmentations | | Diminutions | | Valeur Brute Fin d'exercice |
|--|----------------------------------|---------------|-------------|-------------|----------------------|--------------------------------|
| | | Réévaluation | Acquisition | Virements | Cessions / Rebuts | |
| Frais D'établissement | - | | | | | - |
| Autres Immobilisations incorporelles | 1 000 | | | | | 1 000 |
| Total Immobilisations Incorporelles (I) | 1 000 | - | - | - | - | 1 000 |
| Terrain | - | | | | | - |
| Constructions | - | | | | | - |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | - | | | | | - |
| Installations générales, agencements, aménagement divers | - | | | | | - |
| Matériel de transport | - | | | | | - |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | - | | | | | - |
| Emballages récupérables et divers | 91 000 | | | | | 91 000 |
| Immobilisations corporelles en cours | - | | | | | - |
| Avances et acomptes | - | | | | | - |
| Total Immobilisations Corporelles (II) | 91 000 | - | - | - | - | 91 000 |
| Participations | - | | | | | - |
| Créances rattachées à des Participations | - | | | | | - |
| Autres Titres Immobilisés | - | | | | | - |
| Prêts et autres immobilisations financières | - | | | | | - |
| Total Immobilisations Financières (III) | - | - | - | - | - | - |
| Total Général (I + II+III) | 92 000 | - | - | - | - | 92 000 |

Méthode d'amortissements et de dépréciations :

Amortissement de l'actif Immobilisé :

| Amortissements de l'actif immobilisé | Valeur Début D'exercice | Augmentations (+) | Diminutions (-) | Valeur Fin d'exercice |
|---|-------------------------|-------------------|-----------------|-----------------------|
| Frais D'établissement | - | | | - |
| Autres Immobilisations incorporelles | 1 000 | | | 1 000 |
| Total Immobilisations Incorporelles (I) | 1 000 | - | - | 1 000 |
| Terrain | - | | | - |
| Constructions | - | | | - |
| Installations techniques, matériels et outillages industriels | - | | | - |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | - | | | - |
| Matériel de transport | - | | | - |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | - | | | - |
| Emballages récupérables et divers | - | | | - |
| Immobilisations corporelles en cours | - | | | - |
| Avances et acomptes | - | | | - |
| Total Immobilisations Corporelles (II) | - | - | - | - |
| Total Général (I + II) | 1 000 | - | - | 1 000 |

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

| ETAT DES CREANCES | Montant Brut | A 1 an au plus | A plus d'un an |
|--|--------------|----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | - | | |
| Prêts | - | | |
| Autres immobilisations financières | - | | |
| Créances clients et comptes rattachés | - | | |
| Autres | - | | |
| Charges constatées d'avance | - | | |
| Totaux | - | - | - |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |

Informations sur les postes du passif du bilan :

Tableau de Variation des Fonds Propres :

| Variation des fonds Propres | Ouverture | Affectation Résultat | Augmentation | Diminution ou Consommation | Clôture |
|-------------------------------------|------------------|----------------------|--------------|----------------------------|------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | - | | | | - |
| Fonds propres avec droit de reprise | - | | | | - |
| Écarts de réévaluation | - | | | | - |
| Réserves | - | | | | - |
| Report à nouveau | 2 202 405 | -598 050 | | | 1 604 355 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | - 598 050 | 598 050 | | 182 587 | -182 587 |
| Situation nette | 1 604 355 | - | - | 182 587 | 1 421 768 |
| Fonds propres consommables | - | | | | - |
| Subventions d'investissement | - | | | | - |
| Provisions réglementées | - | | | | - |
| Total | 1 604 355 | - | - | 182 587 | 1 421 768 |

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

| ETAT DES DETTES | Montant Brut | A 1 an au plus | A plus d'un an |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Emprunts obligataires convertibles | - | | |
| Autres Emprunts obligataires | - | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine | - | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an maximum à l'origine | - | | |
| Emprunts et dettes financières divers | - | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 259 276 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 25 340 | | |
| Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés | - | | |
| Autres Dettes | 444 000 | | |
| Produits constatés d'avance | - | | |
| Total | 728 616 | - | - |
| Emprunts souscrits sur l'exercice | | | |
| Emprunts Remboursés sur l'exercice | | | |
| Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture | | | |

Informations sur les postes du compte de résultat :

Aides financières

Au cours de l'exercice, dans le cadre de son objet, la Fondation a comptabilisé des aides financières à diverses institutions pour un total de 10 835 918 €.

Autres informations :

Informations sur les transactions avec les contreparties :

Précisions sur les opérations exceptionnelles :

il s'agit du montant total des honoraires CAC au titre de l'exercice 2023 exprimés en TTC:

| | Deloitte |
|---------------------------------------|---------------|
| Mission de contrôle légal des comptes | 10 200 |
| Mission SACC | 15 480 |
| Total | 25 680 |

Informations relatives aux opérations non inscrites au bilan :

Engagements donnés :

La Fondation d'Entreprise Michelin a établi des conventions pluriannuelles avec certains organismes. Ces conventions engagent la Fondation pour les années à venir, comme suit :

- 2024 : 6 566 174 €

- 2025 : 232 000 €

La contractualisation d'engagements pour les exercices futurs est rendue possible grâce à la garantie de ressources futures résultant du programme d'action pluriannuel de la Fondation, défini dans ses statuts et mentionné en engagements hors bilan reçus.

Sur ce motif, la ressource financière annuelle de la Fondation étant comptabilisée au fur et à mesure des versements du programme d'action pluriannuel, la Fondation a estimé plus approprié de comptabiliser les aides financières attribuées aux organismes partenaires au fur et à mesure des échéances annuelles, la part restant à verser conventionnellement étant comptabilisée en engagements hors bilan donnés.

Ce traitement constitue une dérogation à la règle de comptabilisation en dettes des engagements pluriannuels sur l'exercice de signature de la convention.

Engagements reçus :

Suite au CA du 09 novembre 2023, les financeurs ont décidé une nouvelle répartition de la dotation 2024 - 2028 comme suit:

- en 2024 : dotation de 16 000 000 €

- en 2025 : dotation de 16 600 000 €

- en 2026 : dotation de 17 300 000 €

- en 2027 : dotation de 18 000 000 €

- en 2028 : dotation de 18 700 000 € Soit un total de plan quinquennal de 86 600 000 €

Eléments concernant les entreprises liées :

Dettes : 0 €

dont : Fournisseurs : 0 €

Contributions volontaires :

Une convention a été signée avec l'entreprise Michelin pour une mise à disposition gratuite des locaux que la Fondation d'Entreprise Michelin occupe. La Manufacture Française des Pneumatiques Michelin a évalué le loyer qui aurait dû être payé sans cette convention.